

OTC

La Russie accuse l'Azerbaïdjan de violer l'accord de cessez-le-feu avec l'Arménie dans le Haut-Karabakh

Le ministère de la défense russe a rapporté, samedi, que des forces armées azerbaïdjanaises étaient entrées dans une zone placée sous la responsabilité de Moscou, et y avaient installé un poste de surveillance. La Russie appelle Bakou à retirer ses troupes.

Moscou a accusé, samedi 26 mars, l'Azerbaïdjan d'avoir violé le cessez-le-feu avec l'Arménie, signé après la guerre du Haut-Karabakh de 2020, en déployant des troupes dans la zone sous contrôle des forces russes de maintien de la paix.

Les incidents entre forces armées arméniennes et azerbaïdjanaises sont fréquents, mais c'est la première fois depuis la fin du conflit, en novembre 2020, que Moscou accuse l'une des parties de violer la trêve dont Vladimir Poutine est le garant. Ce regain de tension survient dans un contexte tendu, au moment où la Russie a lancé une offensive de grande ampleur contre l'Ukraine.

« Entre le 24 et 25 mars, les forces armées de l'Azerbaïdjan ont violé l'accord trilatéral des dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie (...), entrant dans la zone sous responsabilité du contingent russe de maintien de la paix au Haut-Karabakh », a dénoncé le ministère de la défense russe dans un communiqué.

Des frappes de drones

A Bakou, le ministère de la défense azerbaïdjanais a « *regretté* » la déclaration russe, « *qui ne reflète pas la vérité et n'adopte qu'un seul point de vue* ». Il a assuré que « *l'Azerbaïdjan n'a violé aucune clause* » de l'accord de cessez-le-feu et aussi « *demandé au ministère de la défense russe d'assurer le retrait complet des troupes arméniennes et les unités armées illégales de ce territoire internationalement reconnu comme appartenant à l'Azerbaïdjan* ».

Selon la Russie, les forces azerbaïdjanaises ont installé un poste d'observation et effectué « *quatre frappes avec des drones de type Bayraktar* » sur les forces du Karabakh près de la localité de Farukh. « *Le commandement russe du contingent de maintien de la paix prend les mesures en vue du règlement de la situation (...) un appel à un retrait des troupes a été envoyé à la partie azerbaïdjanaise* », a précisé le ministère de la défense russe dans un communiqué.

Selon les autorités du Karabakh, un drone azerbaïdjanais a fait trois morts et quinze blessés. « *Les forces armées azerbaïdjanaises sont toujours dans le village de Farukh* », a déploré le ministère de la défense du Karabakh. La diplomatie russe a exprimé sa « *profonde inquiétude* ».

Deux soldats tués vendredi

L'accord du 9 novembre 2020 signé par Vladimir Poutine et les dirigeants arménien, Nikol Pachinian, et azerbaïdjanais, Ilham Aliev, avait mis fin à un violent conflit de six semaines entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh, territoire séparatiste pro-arménien. Les forces azerbaïdjanaises avaient alors fait d'importants gains territoriaux.

Vendredi, les autorités du Karabakh avaient fait état de deux soldats tués par les forces azerbaïdjanaises. Le ministère des affaires étrangères arménien a, lui, dénoncé samedi une « *invasion* » survenue le 24 mars et marquée par des « *tirs d'artillerie constants* ». Il a accusé aussi son voisin d'avoir privé le Karabakh de gaz, empêchant la population de se chauffer, et dénoncé une situation « *au bord d'une catastrophe humanitaire* ».

2.Le Figaro

28 mars 2022

[Nagorny-Karabakh : l'Arménie réclame des «mesures concrètes» des soldats russes \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

NAGORNY-KARABAKH : L'ARMÉNIE RÉCLAME DES «MESURES CONCRÈTES» DES SOLDATS RUSSES

L'Arménie a appelé lundi 28 mars les soldats russes de maintien de la paix déployés au Nagorny-Karabakh à agir après la prise par l'Azerbaïdjan d'un village stratégique dans cette région séparatiste en proie à un regain de tensions.

» LIRE AUSSI - DIRECT - Guerre en Ukraine : le Kremlin qualifie «d'alarmants» les commentaires de Biden sur Poutine

Les soldats azerbaïdjanais se sont emparés jeudi du village de Faroukh, qui est censé être sous le contrôle des forces russes déployées au Nagorny-Karabakh après le cessez-le-feu signé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie à l'automne 2020. La Russie a accusé samedi l'Azerbaïdjan d'avoir violé ce cessez-le-feu, puis affirmé que la partie azerbaïdjanaise avait retiré « ses unités stationnées près du village de Faroukh ». Mais Bakou a ensuite démenti s'être retiré de ce village.

En réaction, le ministère arménien des Affaires étrangères a demandé lundi « une enquête sur les actions du contingent russe de maintien de la paix pendant l'incursion azerbaïdjanaise. » « Nous attendons que le contingent russe de maintien de la paix au Nagorny-Karabakh prenne des mesures concrètes pour mettre fin à l'incursion des unités azerbaïdjanaises dans la zone de responsabilité des soldats de maintien de la paix », a souligné le ministère dans un communiqué.

30.000 morts dans les années 1990

Ces nouvelles tensions se produisent un peu plus d'un mois après l'invasion de l'Ukraine ordonnée par le président russe Vladimir Poutine. Région montagneuse peuplée majoritairement d'Arméniens et soutenue par Erevan, le Nagorny-Karabakh a fait sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS, entraînant une première guerre qui avait fait 30.000 morts et des centaines de milliers de réfugiés dans les années 1990.

» LIRE AUSSI - Renaud Girard: «Arménie-Azerbaïdjan: quel chemin pour la paix?»

À l'automne 2020, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés pendant six semaines pour le contrôle du Nagorny-Karabakh lors d'une nouvelle guerre qui a fait 6500 morts et s'est soldée par une défaite arménienne. Après la signature d'un accord sous médiation russe, l'Azerbaïdjan a enregistré d'importants gains territoriaux et Moscou a déployé un contingent de 2000 soldats de maintien de la paix au Nagorny-Karabakh.

3.AFP

27 mars 2022

KARABAKH: L'AZERBAÏDJAN DÉMENT S'ÊTRE RETIRÉ D'UN VILLAGE COMME ANNONCÉ PAR MOSCOU

L'Azerbaïdjan a démenti dimanche

s'être retiré d'un village stratégique de sa région séparatiste du Nagorny-Karabakh, contrairement à ce qu'a annoncé Moscou, et nié toute violation par ses forces du cessez-le-feu avec l'Arménie.

Plus tôt dans la journée, le ministère russe de la Défense avait déclaré que "la partie azerbaïdjanaise a procédé au retrait de ses unités stationnées près du village de Farukh", selon un communiqué.

Le ministère avait également affirmé que les forces azerbaïdjanaises avaient violé à deux reprises un cessez-le-feu dans la région d'Askran, dans le Nagorny-Karabakh, et que quatre personnes avaient été blessées dans des tirs en résultant.

"En coopération avec des représentants des parties au conflit, le commandement du contingent russe de maintien de la paix a stabilisé la situation", selon le ministère.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a "déclaré avec regret" que le communiqué russe sur un retrait des forces de Bakou "ne correspond pas à la réalité".

"Il n'y a eu aucun changement dans les positions de l'armée azerbaïdjanaise dans le village de Farukh et les hauteurs environnantes, qui font partie du territoire souverain de l'Azerbaïdjan", a expliqué le ministère.

Il a ajouté que "l'information sur la prétendue violation du cessez-le-feu par l'Azerbaïdjan ne reflète pas non plus la réalité et aucun soldat azerbaïdjanais n'a été blessé".

L'Arménie n'avait pas réagi dans l'immédiat, ni les autorités séparatistes arméniennes du Nagorny-Karabakh.

Samedi, la Russie avait accusé samedi l'Azerbaïdjan d'avoir violé le cessez-le-feu avec l'Arménie signé après la guerre du Nagorny-Karabakh de 2020, en déployant des troupes dans la zone sous contrôle des forces russes de maintien de la paix.

Un accord signé le 9 novembre 2020 par le président russe Vladimir Poutine et les dirigeants arménien Nikol Pachinian et azerbaïdjanais Ilham Aliiev avait mis fin à un violent conflit de six semaines entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Nagorny-Karabakh, territoire séparatiste pro-arménien.

L'Azerbaïdjan avait fait d'importants gains territoriaux et la Russie avait déployé un contingent de maintien de la paix au Nagorny-Karabakh.

Le village de Farukh est sous contrôle des soldats russes.

Ces nouvelles tensions se produisent un peu plus d'un mois après l'invasion de l'Ukraine ordonnée par le président russe Vladimir Poutine, avec des signes montrant que Bakou comme Erevan prévoient un conflit de longue durée.

4.Nouvelles d'Arménie Magazine

29 mars 2022

[L'Arménie réclame des « mesures concrètes » des soldats russes - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

L'Arménie réclame des « mesures concrètes » des soldats russes

L'Arménie a appelé lundi les soldats russes de maintien de la paix déployés au Nagorny-Karabakh à agir après la prise par l'Azerbaïdjan d'un village stratégique dans cette région indépendantiste en proie à un regain de tensions.

Les soldats azerbaïdjanais se sont emparés jeudi du village de Faroukh, qui est censé être sous le contrôle des forces russes déployées au Nagorny-Karabakh

après le cessez-le-feu signé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie à l'automne 2020. La Russie a accusé samedi l'Azerbaïdjan d'avoir violé ce cessez-le-feu, puis affirmé que la partie azerbaïdjanaise avait retiré « ses unités stationnées près du village de Faroukh ». Mais Bakou a ensuite démenti s'être retiré de ce village. En réaction, le ministère arménien des Affaires étrangères a demandé lundi « une enquête sur les actions du contingent russe de maintien de la paix pendant l'incursion azerbaïdjanaise. »

« Nous attendons que le contingent russe de maintien de la paix au Nagorny-Karabakh prenne des mesures concrètes pour mettre fin à l'incursion des unités azerbaïdjanaises dans la zone de responsabilité des soldats de maintien de la paix », a souligné le ministère dans un communiqué.

Le Conseil de sécurité de l'Arménie a ensuite accusé l'Azerbaïdjan de « préparer le terrain pour de nouvelles provocations et une offensive sur le Nagorny-Karabakh ».

Dans un communiqué, il a appelé Bakou à « entamer immédiatement des négociations sur un accord de paix global ».

"Des mécanismes de dissuasion internationaux devraient être mis en place pour empêcher une nouvelle escalade militaire et un nettoyage ethnique dans la région", a-t-il ajouté.

Ces nouvelles tensions se produisent un peu plus d'un mois après l'invasion de l'Ukraine ordonnée par le président russe Vladimir Poutine.

Région montagneuse peuplée majoritairement d'Arméniens et soutenue par Erevan, le Nagorny-Karabakh a fait sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS, entraînant une première guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan qui avait fait 30.000 morts et des centaines de milliers de réfugiés dans les années 1990.

A l'automne 2020, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés pendant six semaines pour son contrôle lors d'une nouvelle guerre à nouveau déclenchée par l'Azerbaïdjan avec la participation active de la Turquie qui a fait 6.500 morts et s'est soldée par une défaite arménienne.

Après la signature d'un accord sous médiation russe, l'Azerbaïdjan a enregistré d'importants gains territoriaux et Moscou a déployé un contingent de 2.000 soldats de maintien de la paix au Nagorny-Karabakh.

Avec AFP

29 mars 2022

Les mouvements de troupes azéris à l'est du Karabagh font craindre de nouvelles offensives, par Garo Ulubeyan

Il n'était hélas que trop prévisible que l'armée azérie mette à profit la guerre en Ukraine, qui mobilise toutes les énergies, au sein de l'Otan comme de l'état-major russe, pour relancer les hostilités contre les Arméniens du Karabagh. Le regain de tensions constaté ces derniers jours sur la partie orientale de la « ligne de contact » séparant les troupes arméniennes du Karabagh de l'armée azérie, où les soldats azéris ont pris position autour du village de Paroukh, dans la province d'Askeran au terme d'affrontements qui ont fait trois morts dans les rangs de l'armée de défense du Karabagh, semble confirmer de telles craintes. Après une période d'attentisme succédant à la rencontre du président russe Vladimir Poutine et du président azéri Ilham Aliev, le 21 février à Moscou, soit trois jours avant que la Russie ne lance son armée à l'assaut de l'Ukraine, Bakou se montre moins pressé d'engager des négociations de paix avec l'Arménie et défie ouvertement la Russie, dont l'armée est menacée d'enlèvement en Ukraine. Poutine avait pourtant signé un « accord de coopération alliée » avec Aliev, en vue de s'assurer de sa neutralité dans la guerre en Ukraine mais aussi de sa fidélité aux termes de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 qui avait mis un terme, sous son égide, à six semaines de guerre au Karabagh. Mais alors que l'armée ukrainienne oppose une résistance inattendue à l'armée russe, Bakou est tenté de tester sa combativité et sa capacité de réaction au Sud Caucase, plus précisément dans cette zone du Haut Karabagh arménien où elle effectue depuis le cessez-le-feu une opération de maintien de la paix censée garantir la sécurité de la population arménienne. L'Azerbaïdjan, dont l'allié turc, membre de l'Otan, tentait une nouvelle fois en vain, une médiation entre Russes et Ukrainiens, sait pertinemment que le conflit du Karabagh est moins que jamais au cœur des préoccupations des Occidentaux et entent pousser son avantage dans la région. La Russie, toutefois, a donné l'impression qu'elle était encore en mesure

d'arbitrer le conflit arméno-azéri en annonçant samedi 26 mars, que ses forces de paix stationnées au Karabagh avaient largement contribué à faire cesser les combats et à rétablir le calme. Dans une déclaration ce weekend, le ministère russe de la défense avait par ailleurs haussé le ton, accusant l'Azerbaïdjan d'avoir violé les termes de l'accord arméno-azéri de novembre 2020, et appelant les forces de l'Azerbaïdjan de quitter la "zone de responsabilité" des forces de paix russes. Une déclaration à laquelle Bakou avait aussitôt réagi en démentant avoir violé le régime de cessez-le-feu dans la région limitrophe du district d'Aghdam, passé sous le contrôle des Azéris après leur victoire dans la dernière guerre du Karabagh. La crise était assez grave pour que le premier ministre arménien Nikol Pachinian l'évoque vendredi avec Poutine lors d'une conversation téléphonique au cours de laquelle chaque partie s'est engagée à redoubler d'efforts pour la régler. Des efforts apparemment payés de retour puisque de son côté, le ministère russe de la défense annonçait dans la soirée de dimanche que les forces azéries s'étaient retirées du village de Parukh, où la situation restait néanmoins confuse, les Azéris se disant toujours maîtres de cette localité dont ils soulignent l'appellation turco-azérie de Farukh, reprochant dans la foulée aux Russes de persister à évoquer le « Haut-Karabagh », région qui n'a pas d'existence et de légitimité sous ce nom selon les autorités de Bakou. Mais les responsables de l'armée de défense du Karabagh confirmaient dans la matinée de lundi que le drapeau russe flottait sur le petit village arménien où les forces de la paix russes avaient pris position. Mais c'est d'un village fantôme que les soldats russes de la paix ont repris le contrôle, tous ses habitants l'ayant évacué jeudi de crainte d'une invasion azérie. L'armée de défense a aussi fait savoir que les soldats azerbaïdjanais continuaient à tenir des "positions fortifiées" à une section de Karaglukh mais "la plus grande partie" des montagnes environnantes seraient contrôlées par les Arméniens du Karabagh. Le commandement du contingent russe s'emploie par ailleurs à obtenir le retrait total des Azerbaïdjanais de la zone concernée, ajoute le communiqué de l'armée du Karabagh. De son côté, le ministère arménien des affaires étrangères a indiqué que Erevan attendait des "mesures concrètes" de la Russie en vue de contrer l'"incursion" de l'armée azérie dans certaines parties du district d'Askeran, à l'est du Karabagh. Il a aussi réitéré les appels de Erevan concernant une "enquête circonstanciée" portant sur les raisons pour lesquelles les soldats de la paix auraient failli à leur mission et n'auraient pas pu empêcher cette incursion sur le premier site concerné. Les responsables de l'armée russe avaient indiqué dimanche que les soldats de la paix avaient réussi à "stabiliser la situation" dans la région. Le porte-parole du

Kremlin Dmitry Peskov a déclaré devant les journalistes lundi que l'objectif prioritaire de Moscou désormais était d'obtenir des parties en conflit le 'respect total des engagements pris dans le cadre de l'accord de trêve de 2020 ». De leur côté, les représentants des deux autres puissances coprésidant le Groupe de Minsk de l'OSCE, la France et les Etats-Unis, avaient exprimé leurs préoccupations concernant cette nouvelle escalade des tensions dans le Sud Caucase, et plus précisément les mouvements de troupes azéris dans le Karabagh, suscitant à chaque fois les dénégations de Bakou. Dans la journée de lundi, on ne rapportait aucun incident sérieux dans la région, mais il est à craindre que Bakou multiplie les provocations armées sous couvert de la guerre en Ukraine, si celle-ci venait à se prolonger.

6.Le courriel d'Erevan

29 mars 2022

[Le Conseil de sécurité de la République d'Arménie appelle l'Azerbaïdjan à des négociations immédiates \(courrier.am\)](#)

Le Conseil de sécurité de la République d'Arménie appelle l'Azerbaïdjan à des négociations immédiates

Hier, lundi 28 mars, le Premier ministre a réuni le Conseil de sécurité de la République d'Arménie pour discuter de la situation sécuritaire au Haut-Karabakh, la qualifiant d'extrêmement tendue.

« L'analyse de la situation montre que la République d'Azerbaïdjan, s'efforçant de trouver des justifications imaginaires, ouvre la voie à de nouvelles provocations et attaques en direction du Haut-Karabakh, notamment en accusant la République d'Arménie d'actions non constructives sur la question du traité de paix.

Dans la situation actuelle, le Conseil de sécurité estime nécessaire de réaffirmer la position antérieure de la République d'Arménie et propose à la République d'Azerbaïdjan d'entamer immédiatement des négociations sur un traité de paix global.

Le Conseil de sécurité, attirant l'attention de la communauté internationale sur les risques d'affrontements armés dans le Haut-Karabakh et à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, estime qu'il est nécessaire de lancer des mécanismes internationaux d'endiguement pour empêcher une nouvelle escalade militaire et un nettoyage ethnique

7.Le courriel d'Erevan

29 mars 2022

Cessez-le-feu respecté sur la ligne de contact

Malgré une situation opérationnelle et tactique toujours tendue, aucune violation significative du cessez-le-feu n'a été enregistrée sur la ligne de contact depuis la journée d'hier, lundi, 28 mars.

Le centre d'information d'Artsakh rapporte que : « les forces azerbaïdjanaises restent stationnées sur les mêmes bases établies dans les environs de la colline de Karaglukh et du village de Parukh. Les forces armées d' Artsakh continuent à prendre des mesures supplémentaires pour renforcer leurs positions défensives et le contrôle de l'ennemi.

Un travail continu est en cours avec le commandement de la force russe de maintien de la paix pour prévenir d'éventuelles provocations azerbaïdjanaises et pour ramener les forces armées azerbaïdjanaises sur leurs positions de front. »

8.Le courriel d'Erevan

28 mars 2022

[Bataille de communiqués autour d'Askeran Olivier Merlet \(courrier.am\)](#)

Bataille de communiqués autour d'Askeran

Une certaine confusion régnait hier soir, dimanche 27 mars, quant à la situation exacte sur le terrain, suite à l'incursion des forces armées azerbaïdjanaises dans deux villages de la région d'Askeran, près de la frontière d'Aghdam au Karabakh jeudi dernier.

Par Olivier Merlet

Des échanges de communiqués contradictoires relayés sur les réseaux sociaux se sont succédés, en fin d'après-midi dimanche 27 mars, quant aux positions des belligérants sur les hauteurs de cette région montagneuse. Sur le réseau Telegram tout d'abord, des messages ont annoncé la prise de contrôle totale par la force d'interposition russe du village de Parukh et de la colline de et Karaglukh, objectif stratégique, semble-t-il, de la percée azerbaïdjanaise des derniers jours. La nouvelle était d'ailleurs confirmée officiellement, peu après par le ministère de la défense de la fédération de Russie puis par le centre d'information d'Artsakh sur sa page Facebook, précisant toutefois que l'armée azerbaïdjanaise n'avait toujours pas rejoint ses positions de départ. Le communiqué de Moscou tenait l'armée azerbaïdjanaise pour clairement responsable de deux cas de violation du régime de cessez-le-feu..

En début de soirée toutefois, le ministère de la défense azerbaïdjanais réfutait ces informations « *qui ne sont pas le reflet de la réalité [...], les positions et les lieux de déploiement sont en cours de clarification* ». Il arguait que ses forces avaient dû répliquer dans la matinée a une « *tentative de sabotage* » par « *des membres de détachements armés arméniens illégaux* ». En des termes peu consensuels, [le communiqué de Bakou](#) rappelait également au ministère russe de la défense qu'« *il n'existe pas d'unité administrative et territoriale appelée "Haut-Karabakh"* » et qu'il « *ne doit en aucun cas utiliser ce terme* ».

Selon les habitants des villages concernés, la situation semble s'être calmée, mais

les femmes, les enfants et les personnes âgées évacuées jeudi ne sont pas encore revenus au village.

En complément de ce que nous annoncions vendredi, l'armée azerbaïdjanaise a aussi eu recours lors des combats à des tirs d'artillerie et à l'utilisation de quatre drones de type Bayraktar. Ils ont causé la mort de trois soldats arméniens et fait quatorze blessés.

En marge de ces affrontements, le dossier du gaz, dont l'approvisionnement est toujours coupé depuis le 9 mars, fait lui aussi l'objet d'une bataille de communiqués. Les médias azerbaïdjanais, le 27 mars, avait largement repris l'annonce par la société "Azerigaz" de la reprise de la distribution en gaz naturel du Haut-Karabakh à compter du mardi 29 mars. Reprenant à leur tour un communiqué d'"Artsakhgaz", en charge de la maintenance du gazoduc, [les autorités de Stepanakert](#) ont réagi en qualifiant cette déclaration de fausse et provocatrice : *« Le gaz naturel n'entre sur le territoire de la République d'Artsakh que par un seul gazoduc depuis le territoire de la République d'Arménie, et la société d'approvisionnement en gaz est "Gazprom Armenia" CJSC (il s'agit d'une filiale à 100% de " Gazprom" OJSC). La réception et la distribution du gaz naturel du gazoduc mentionné à ses clients sont effectuées par "Artsakhgaz" CJSC. Par conséquent, la société pétrolière d'État azerbaïdjanaise SOCAR mentionnée dans le message ou sa filiale "Azerigaz" ne peuvent rien avoir à voir avec le processus d'approvisionnement en gaz de la République d'Artsakh. C'est tout simplement techniquement et géographiquement impossible ».*

En fin de semaine dernière, la France et les [Nations-Unies](#) ont chacune de leur côté fait part de leurs inquiétudes quant à cette nouvelle montée des tensions la situation humanitaire Nagorny-Karabakh. Le [ministère français des affaires étrangères](#) confirme *« rester en contact permanent avec l'Arménie et à l'Azerbaïdjan pour promouvoir le dialogue et des avancées sur les différents sujets en discussion. »*

9.Nouvelles d'Arménie Magazine

29 mars 2022

[Comment les descendants des victimes se sont fait voler par ceux-là même qui](#)

Comment les descendants des victimes se sont fait voler par ceux-là même qui étaient censés les défendre

C'est une très longue enquête qui est sortie le 23 mars dernier dans le très réputé Los Angeles Times. C'est l'un de ces articles dont on ressort essoré, écœuré devant l'ampleur de la trahison. L'étendue de la corruption.

Sous le titre évocateur - Trahison du « prix du sang » : comment la corruption a gâché les réparations pour les victimes du génocide arménien - on peut lire noir sur blanc ce que certains avaient dénoncé : la plus grosse partie des sommes versées par la New York Life et AXA n'a pas été reversée aux ayants-droits. Voici comment le LA Times résume la situation :

" Trois avocats arméniens américains ont intenté une action en justice pour recouvrer les polices d'assurance-vie des victimes du génocide, et ont obtenu deux règlements collectifs totalisant 37,5 millions de dollars. (...)

Cependant, au cours de la décennie qui a suivi, les réparations tant espérées se sont transformées en un processus corrompu, marqué par des fonds détournés et une mauvaise conduite que même les avocats impliqués ont qualifié de fraude (...)

Plus de 1,1 million de dollars provenant d'un règlement avec un assureur français ont été versés à différents moments à des demandeurs fictifs et à des comptes bancaires contrôlés par un avocat de Beverly Hills qui n'avait aucun rôle officiel dans cette affaire, selon des documents judiciaires et financiers. Une fondation française qui était censée distribuer des millions de dollars de fonds de règlement à des œuvres de charité n'a jamais été créée, et environ un million de dollars de cet argent a fini à la Loyola Law School, l'alma mater de deux avocats dans cette affaire, selon une comptabilité fournie par l'école.

En outre, des églises chrétiennes qui étaient censées recevoir des centaines de

milliers de dollars de fonds de règlement ont déclaré au Times qu'elles n'avaient pas reçu l'argent."

A l'origine de cette action en justice il y a un avocat de Glendale, Vartkes Yeghiayan découvre que des victimes du génocide ont contracté des polices d'assurances dans l'empire ottoman. Après plus de dix ans de recherche, il a rassemblé suffisamment de preuves pour intenter des procès à deux compagnies d'assurances, New York Life et AXA. Pour mettre toutes les chances de son côté, il fait appel à une étoile montante du barreau californien, Mark Geragos. Ce dernier a dans son équipe un jeune, spécialiste en recours collectif, Brian Kabateck.

« Lorsque les assureurs ont accepté de payer - New York Life, 20 millions de dollars en 2004, et AXA, 17,5 millions de dollars un an plus tard - plus de 7 millions de dollars ont été consacrés aux frais de justice et aux coûts associés », explique le LA Times.

C'est des Etats-Unis qu'ont été gérées les demandes d'indemnisation, y compris celles concernant Axa. Au total très peu ont été payées sans que l'on sache exactement sur quels critères.

Sam Shnorhokian, du conseil français, a envoyé pendant des années au barreau de l'État de Californie et aux organismes d'application de la loi ce qu'il considère comme des preuves que Geragos et Kabateck ont mal géré les fonds de règlement.

« Je veux simplement que justice soit faite », a déclaré Shnorhokian. « Je me battrais jusqu'au bout. »

10.Le courriel d'Erevan

29 mars 2022

[L'aide envoyée par Armenian Relief Society pendant la guerre se trouve toujours dans l'entrepôt de l'aéroport de Zvartnots \(courrier.am\)](#)

L'aide envoyée par Armenian Relief Society pendant la guerre se trouve toujours dans l'entrepôt de l'aéroport de Zvartnots

Armenian Relief Society de Grèce a envoyé cinq tonnes de médicaments, de matériel médical et d'autres fournitures en Arménie immédiatement après la guerre de 44 jours, à titre d'aide humanitaire aux soldats. Cependant, après presque un an et demi, cette cargaison se trouve toujours dans l'entrepôt de l'aéroport de Zvartnots, sans que les médicaments et l'équipement ne parviennent réellement aux combattants blessés et handicapés.

Lisa Avagyan, présidente de la Croix-Bleue arménienne en Grèce, a déclaré à [Azatutyun](#) que les soldats avaient tellement besoin de médicaments que certains d'entre eux pourraient tout simplement devenir obsolètes. *« La souffrance était si grande que l'aide nécessaire n'est pas parvenue. À cette époque, nous avons reçu une liste d'articles nécessaire pour nos soldats, notamment des médicaments, des pommades pour les brûlures, des chaises roulantes pour nos soldats blessés et bien d'autres choses importantes. Je suppose que les médicaments n'ont plus de valeur parce qu'ils sont déjà périmés, mais au moins les autres produits, qui sont des produits très précieux, devraient parvenir aux destinataires ».*

Deux organisations grecques de l'ARS, la Croix bleue et la Croix arménienne de Thrace en Macédoine, ont déposé une plainte auprès du ministère arménien des Affaires étrangères et des Situations d'urgence il y a un mois. Ils n'ont pas encore reçu de réponse.

Rustam Badasyan, président de la commission des recettes de l'État, a récemment déclaré lors d'un briefing que des désaccords étaient à l'origine de ce retard. En effet, depuis plus d'un an, le gouvernement est incapable de trouver une réponse à une seule et simple question : qui est le destinataire de cet envoi ?

« Il y avait un avis selon lequel les marchandises auraient dû être reçues par le ministère des Situations d'urgence ou le ministère de la Santé ? Il y a eu une

certaine correspondance, maintenant nous l'avons résumée et présentée. Je pense que ce problème est sous le contrôle direct du gouvernement, il sera résolu dans un avenir très proche », a déclaré M. Badasyan.

Par ailleurs, le ministère de la Santé a déclaré à *Azatutyun* que le problème ne relève pas de sa compétence. Le porte-parole du ministère des Situations d'urgence n'était pas joignable pendant toute la journée.

Selon Lisa Avagyan, présidente de la Croix Bleue, l'ambassadeur d'Arménie en Grèce a également tenté d'intervenir, mais en vain : *« Il y a huit ou dix jours, notre ambassadeur était dans le nord de la Grèce, il a rencontré des représentants de la branche nord-grecque de la ARS, qui ont à nouveau soulevé la question et demandé ce qui était arrivé aux marchandises. L'ambassadeur s'est excusé en disant qu'il n'y avait pas encore de réponse ».*

La ARS de Grèce a demandé au gouvernement grec deux avions militaires pour acheminer rapidement l'aide à l'Arménie. Lisa Avagyan dit qu'ils se trouvent maintenant dans une situation délicate avec le gouvernement grec. *« Comment pouvez-vous vous tourner à nouveau vers eux, leur demander de l'aide ? Un raisonnement clair est nécessaire, nous ne savons pas comment argumenter d'une manière qui ne soit pas nuisible à notre État. Parce que ce serait vraiment néfaste et nous ne voulons pas cela, parce que nous sommes arméniens, la patrie tient la plus haute place pour nous dans la diaspora, nous faisons tous les efforts dans tous les pays de la diaspora pour avoir des relations très étroites avec les structures locales de nos pays pour être aimables afin de pouvoir utiliser leur gentillesse en cas de besoin ».*

Par ailleurs, lors d'une conversation avec des journalistes, le chef du Comité des recettes de l'État a déclaré que toutes les marchandises ont été inventoriées et se trouvent actuellement dans la zone de contrôle douanier, en essayant de *« terminer ce processus de toute urgence ».*

Deux jours après le discours de Badasyan, *Azatutyun* a essayé de savoir auprès du Comité des recettes de l'État s'il y avait du changement. La commission a promis de répondre dans les cinq jours.

29 mars 2022

[Le maire de Goris sort de prison mais risque de perdre la mairie, par Garo \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le maire de Goris sort de prison mais risque de perdre la mairie, par Garo Ulubeyan

Le maire de Goris et des communautés voisines qui avait été arrêté dans le cadre d'une vaste opération de justice visant des figures de l'opposition a été libéré lundi 28 mars mais il pourrait perdre son fauteuil de maire, cinq mois après la victoire de l'alliance d'opposition qu'il conduisait aux municipales dans la région frondeuse du Syounik, au sud de l'Arménie. Le maire âgé de 31 ans, Aruch Aruchanian, s'est vu condamné à une peine d'emprisonnement de six mois avec sursis pour abus de pouvoir et offense au terme d'un procès très médiatisé. Un tribunal local l'a dans le même temps innocenté pour des chefs d'accusation plus graves, rejetant ainsi les demandes du parquet qui entendait le condamner à neuf ans de prison. Aruchanian, avec trois autres dirigeants des communes majeures de la province de Syounik avaient été arrêtés peu après les législatives anticipées du 20 juin 2021 pour différents motifs qu'ils avaient récusés les tenant pour politiquement motivés. Ils avaient tous demandé la démission du premier ministre Nikol Pachinian avant de rallier la principale alliance d'opposition, Hayastan, formée par l'ex-président Robert Kotcharian durant la campagne électorale. Le tribunal a blanchi Aruchanian de l'accusation d'achat de votes. Les services du procureur affirmaient qu'il aurait ordonné au maire d'un village voisin de Goris, Lusine Avetian, de fournir une aide financière à ses administrés en échange de leurs voix en faveur de Hayastan. Aruchanian avait démenti avec véhémence de telles allégations, arguant que ces pensions accordées aux plus pauvres avaient été approuvées par le conseil municipal local et qu'elles avaient donc été versées en toute légalité, sans aucun lien avec le contexte électoral. L'accusation était fondée en grande part sur le témoignage fourni durant l'enquête par Avetian, qui incriminait Aruchanian. Mais la maire du village s'était rétractée par la suite, dès l'ouverture du procès, en novembre dernier. Le tribunal du Syounik a aussi décidé

d'interdire Aruchanian d'exercer quelque fonction publique durant les cinq prochaines années. Son avocat, Erik Aleskanian, a fait savoir au Service arménien de RFE/RL qu'il ferait appel d'une telle décision. Aleksanian a insisté sur le fait que son client pouvait continuer à exercer son mandat de maire de Goris jusqu'à ce qu'une plus haute cour ne délivre son verdict sur cette question. Aruchanian avait été réélu pour un second mandat à la faveur du scrutin municipal qui s'était déroulé en octobre, soit trois mois après son arrestation. L'alliance qu'il conduisait avait largement battu le parti Contrat civil de Pachinian. Le maire a été accueilli en héros par ses partisans à Goris qui l'attendaient alors qu'il sortait, libre, du tribunal. Il a indiqué aux journalistes qu'il continuera à se "battre pour la patrie" et ses "ennemis de l'intérieur". Deux des trois autres édiles emprisonnés de la province de Syounik, qui avaient été élus au Parlement arménien sous l'étiquette de l'alliance Hayastan, avaient été libérés quant à eux en décembre, suite à un arrêt de la Cour constitutionnelle qui avait jugé leur arrestation illégale. Le troisième maire poursuivi par la justice, Manvel Paramazian, avait été libéré en octobre, mais avait été emprisonné à nouveau en février après un verdict de la Cour d'appel qui revenait sur la décision d'un juge du Syounik de le libérer contre caution. Ce même juge avait été lui-même arrêté le même jour, sur des charges qu'il a rejetées pour relever selon lui de pressions exercées par le gouvernement.

12.Nouvelles d'Arménie Magazine

29 mars 2022

[Ouverture des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine à Istanbul - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/ouverture-des-pourparlers-entre-la-russie-et-l-ukraine-a-istanbul)

Ouverture des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine à Istanbul

Les délégations russe et ukrainienne ont entamé leurs négociations à Istanbul mardi matin, après avoir été accueillies par le président turc qui les exhorte à mettre un terme à la « tragédie » que constitue l'invasion de l'Ukraine par les

troupes de Moscou.

C'est la première fois que les délégations des deux pays, arrivées la veille en Turquie, se retrouvent en présence après plusieurs rounds de pourparlers en visioconférence.

Les pourparlers ont commencé peu après 10H30 (07H30 GMT) selon l'agence officielle turque Anadolu. Ils se tiennent dans le palais de Dolmabahçe, dernière résidence sur le Bosphore des sultans et ultime centre administratif de l'Empire ottoman, où la présidence turque dispose de bureaux.

« Les deux parties ont des préoccupations légitimes, il est possible de parvenir à une solution acceptable pour la communauté internationale », a estimé le chef de l'Etat turc Recep Tayyip Erdogan en accueillant les deux délégations.

« C'est aux deux parties de mettre un terme à cette tragédie », a-t-il insisté, estimant que « l'extension du conflit n'est dans l'intérêt de personne » alors que dix millions de civils ont dû quitter leur foyer depuis le début de l'invasion russe le 24 février.

« Le monde entier attend de bonnes nouvelles de votre part », a-t-il encore dit.

L'oligarque russe Roman Abramovitch, qui tente de jouer les médiateurs entre Moscou et Kiev, était également présent à l'ouverture de la rencontre, selon une photo diffusée par la présidence turque, qui le montre assistant à l'allocution de M. Erdogan.

Après une réunion dans la capitale ukrainienne courant mars, le milliardaire dont deux yachts sont depuis la semaine dernière ancrés au large des côtes turques, a montré des signes faisant penser à un empoisonnement.

Un autre cliché de l'agence russe Ria Novosti montre également M. Abramovitch en présence de M. Erdogan et de son ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu.

La Turquie avait accueilli le 10 mars à Antalya (sud) la première rencontre entre les ministres des Affaires étrangères russe et ukrainien depuis le début de l'invasion russe le 24 février.

Cette réunion n'avait pas permis de parvenir à cessez-le-feu ni de marquer d'autre avancée.

La Turquie, riveraine des deux belligérants sur la Mer Noire, veille depuis le début de la crise puis des hostilités à ménager ses relations avec les deux parties et s'est efforcée de faciliter une médiation dès le début.

Elle est également impliquée, avec la France et la Grèce, dans la négociation d'une évacuation humanitaire pour les milliers de civils pris au piège dans la ville

assiégée par les forces de russes de Marioupol.

AFP

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

29 mars 2022

[Le Président Harutyunyan a convoqué une consultation de travail avec la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le Président Harutyunyan a convoqué une consultation de travail avec la participation des chefs des structures de pouvoir.

Le Président de la République d'Artsakh Arayik Harutyunyan a convoqué une consultation avec les chefs des structures de pouvoir consacrée aux récents développements le long de la ligne de contact.

Le ministre de la défense de la République d'Artsakh Kamo Vardanyan a présenté un rapport sur la situation opérationnelle et tactique.

Le Chef de l'Etat a noté une fois de plus que garantir la stabilité dans la république est à l'ordre du jour des autorités de l'Artsakh. Selon le Président, tous les efforts sont déployés par les forces armées de l'Artsakh et l'état-major des troupes russes de maintien de la paix déployées en Artsakh, ainsi que par les moyens diplomatiques possibles pour assurer la paix et pour retirer les troupes azéries de la partie orientale de la ligne de contact vers leurs positions de départ. Au cours de la réunion, le Président Harutyunyan a donné un certain nombre d'instructions sur l'organisation de la défense du pays et la coopération entre les structures de pouvoir.

14.Nouvelles d'Arménie Magazine

29 mars 2022

[Le président de l'Assemblée nationale d'Arménie espère que les forces russes de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le président de l'Assemblée nationale d'Arménie espère que les forces russes de paix au Haut-Karabakh parviendront à faire reculer les Azéris à leurs positions initiales du 23 mars

Nous espérons que le contingent russe de maintien de la paix au Haut-Karabakh ramènera les forces azéris à leurs positions le 23 mars a affirmé le président de l'Assemblée nationale d'Arménie, Alen Simonian, lors de la réunion dédiée au 30^e anniversaire de l'Assemblée interparlementaire de la CEI (Communauté des Etats Indépendants).

Alen Simonyan, a félicité les délégués de la CEI pour l'année jubilaire et a fait référence à la coopération interparlementaire de la CEI agissant au format interétatique et multinational après la signature de la déclaration d'Almaty. Il a noté que la CEI a contribué à la préservation et au renforcement des liens politiques, socio-économiques et humanitaires, a contribué au développement ultérieur de la construction de l'État dans nos pays de l'espace post-soviétique.

Alen Simonyan a souligné que pendant trois décennies, les efforts conjoints de l'Assemblée interparlementaire de la CEI ont créé une base d'activité législative modèle, qui régleme différents domaines. Il a assuré que l'Arménie a toujours été favorable à l'accroissement du rôle de l'Assemblée interparlementaire de

la CEI sur la scène internationale, au renforcement de la coopération de l'organisation avec les organisations et partenaires internationaux et régionaux. Parlant du rôle et des opportunités de la diplomatie parlementaire, le Président de l'AN d'Arménie a souligné l'importance de celle-ci, en particulier dans les questions de paix et de sécurité.

Attirant l'attention des participants sur la situation actuelle au Haut-Karabakh, Alen Simonyan a notamment évoqué l'incursion des forces armées azéries le 24 mars dans le village de Paroukh dans la région d'Askeran en République du Haut-Karabakh, qui est sous la responsabilité du contingent russe de maintien de la paix. Il a affirmé que l'Azerbaïdjan violait ainsi grossièrement la déclaration tripartite du 9 novembre 2020. Le chef du parlement arménien a noté que l'utilisation d'armes et de drones a une fois de plus fait des victimes humaines, il y a des blessés.

« Nous espérons que la force de maintien de la paix de la Fédération de Russie au Haut-Karabakh prendra des mesures pratiques pour résoudre la situation et éviter de nouvelles victimes et hostilités, et ramènera les forces azéries à leurs positions le 23 mars » a-t-il déclaré.

Selon Alen Simonian, la situation au Haut-Karabakh est très tendue. Il a souligné que de telles actions, ainsi que la forte escalade de la situation sécuritaire dans le monde, pourraient conduire à une nouvelle escalade dans la région. Alen Simonian a affirmé que l'Arménie apprécie hautement la déclaration du ministère russe de la Défense, à laquelle s'est toutefois opposée la partie azeérie. Le président de l'Assemblée nationale d'Arménie a informé ses collègues que les problèmes humanitaires et autres de l'après-guerre n'avaient pas encore été résolus, soulignant la question des prisonniers de guerre et des otages arméniens, dont le nombre, selon les données confirmées par l'Azerbaïdjan, était de 38. Source Radiolur.

Krikor Amirzayan

L'ARMÉNIE ENTRE DEUX GUERRES, CONFÉRENCE-DÉBAT ENTRE GAÏDZ MINASSIAN ET TIGRANE YÉGAVIAN

Séminaire de la Société des Études Arméniennes / Jeudi 7 avril 2022 de 18h à 20h,

à l'Inalco, 65 rue des Grands Moulins, 75013 Paris, salle 4.14

L'Arménie entre deux guerres,

conférence-débat avec

Gaïdz Minassian, Journaliste au *Monde*, enseignant à Sc. Po en relations internationales, auteur d'ouvrages en science politique dont le dernier *Les sentiers de la victoire, peut-on encore gagner une guerre ?* Passés composés, 2020.

Tigrane Yegavian, Chercheur au centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Membre du comité de rédaction de la revue de géopolitique *Conflit*. Dernier ouvrage : *Géopolitique de l'Arménie*, BiblioMonde, 2021

[L'Arménie entre deux guerres, conférence-débat entre Gaïdz Minassian et Tigrane Yégavian — Les éditions Bibliomonde](#)
